

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Les promesses de dépenses auront un effet sur les perspectives budgétaires fédérales

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne

L'évolution récente de la situation économique canadienne a été bénéfique pour les résultats budgétaires des gouvernements provinciaux. À court terme, cela devrait également être le cas pour le gouvernement fédéral. Cependant, les engagements importants pris pendant et après les élections fédérales de 2021 soulèvent des questions quant à la viabilité à long terme des finances du gouvernement fédéral, les risques entourant les plus récentes perspectives concernant le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB étant orientés vers le haut.

La saison des budgets printaniers est à nos portes, et les multiples exercices provinciaux seront suivis de peu par les dernières prévisions financières fédérales. Même si la reprise postpandémique est bien amorcée, le gouvernement fédéral laisse toujours planer le mystère quant aux ajouts qui seront apportés à ses projections budgétaires par rapport à la mise à jour de décembre dernier. Compte tenu des engagements financiers encore à venir et de l'intensification de la guerre en Ukraine, les perspectives budgétaires du gouvernement fédéral demeurent très incertaines.

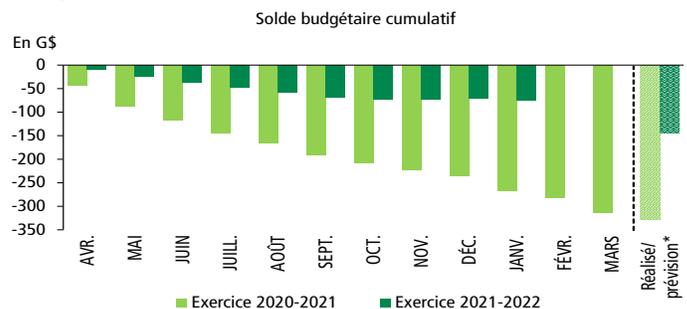
Le fantôme des déficits passés

Tout comme dans les budgets provinciaux récents, le déficit budgétaire fédéral pour l'exercice financier 2021-2022 (EF22) devrait être inférieur aux prévisions de la [Mise à jour économique et budgétaire de décembre 2021](#) (MJEB 2021). Jusqu'à présent, les données mensuelles sur la [position budgétaire fédérale](#) indiquent une amélioration de la situation grâce à de meilleurs revenus et à une baisse des dépenses liées à la pandémie (graphique 1). Cela suggère que le déficit de l'EF22 pourrait être nettement inférieur au manque à gagner de près de 145 G\$ prévu dans la MJEB 2021.

Les circonstances sont compliquées pour les déficits et l'économie

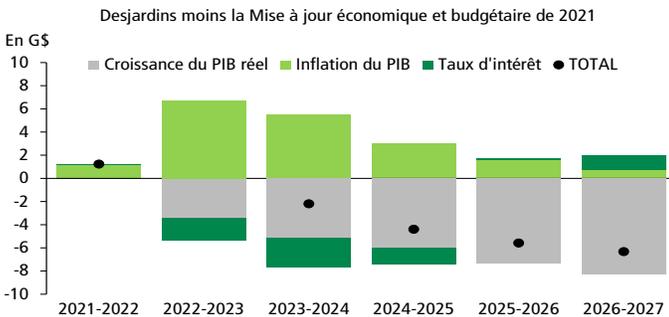
Une partie de la réduction du déficit prévu pour l'EF22 est attribuable à des changements dans les perspectives économiques. L'amélioration du déficit à court terme rendue possible par les facteurs économiques (selon nos dernières

GRAPHIQUE 1
Les données financières fédérales depuis le début de l'exercice indiquent un déficit moins élevé cette année

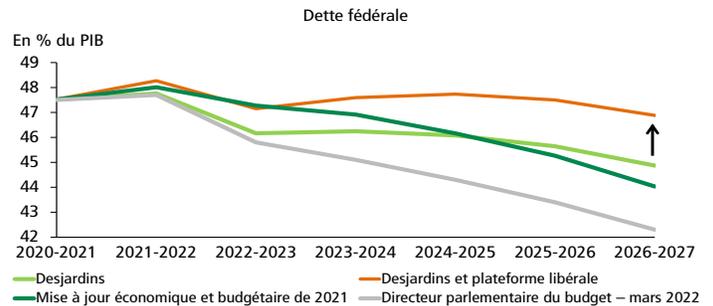


* Solde budgétaire annuel projeté.
Source : Finances Canada

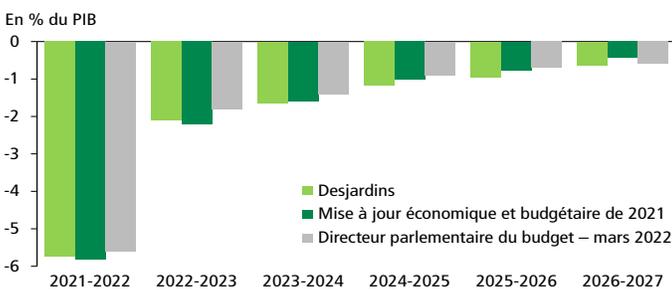
[Prévisions économiques et financières](#) par rapport à la moyenne des prévisions du secteur privé publiées dans la MJEB 2021) devrait se poursuivre au cours de l'EF23. Elle résulte aussi d'une inflation plus élevée, largement compensée par une croissance plus faible du PIB réel et par des taux d'intérêt plus élevés (graphique 2 à la page 2). Mais plus on regarde vers l'avenir, plus les révisions des perspectives économiques pèsent sur la projection du déficit établie dans la MJEB 2021. En tenant compte de la récente mise à jour de nos prévisions économiques, les perspectives de Desjardins montrent un déficit fédéral légèrement plus élevé comparativement aux projections du gouvernement du Canada dans sa MJEB 2021 et par rapport à celles du [directeur parlementaire du budget](#) (DPB) (graphique 3 à la page 2).

GRAPHIQUE 2
L'inflation réduit le déficit fédéral à court terme


Sources : Finances Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 4
De nouvelles promesses de dépenses pourraient freiner la baisse du ratio de la dette par rapport au PIB


Sources : Finances Canada, Parti libéral du Canada, Directeur parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 3
Les déficits budgétaires fédéraux devraient s'améliorer de façon constante


Sources : Finances Canada, Directeur parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

Plus de promesses, plus de problèmes

Cependant, les données mensuelles de l'exercice en cours et l'évolution des perspectives économiques ne racontent qu'une partie de l'histoire. En fait :

- ▶ La MJE 2021 n'incluait pas la grande majorité des [promesses](#) faites par le Parti libéral du Canada lors de la campagne fédérale de 2021, qui s'élevaient à environ 25 G\$ en nouveaux revenus et à 80 G\$ en nouvelles dépenses sur cinq ans. Cela s'ajoutent aux sommes prévues dans le budget de 2021, notamment pour les garderies à 10 \$ par jour. Ces revenus et dépenses additionnels pourraient se traduire par une hausse du déficit fédéral de 13 G\$ (ou 0,4 % du PIB) en moyenne chaque année de l'EF22 jusqu'à l'EF26. Cela augmenterait le ratio de la dette par rapport au PIB fédéral à compter de l'EF24, après une amélioration attribuable à l'inflation au cours de l'EF23 (graphique 4).
- ▶ Le 21 mars, les libéraux et les néo-démocrates ont conclu une [entente de soutien et de confiance](#) pour garder le gouvernement au pouvoir jusqu'en 2025. En échange, les libéraux devront tenir compte des priorités du NPD,

dont la mise en place des régimes nationaux d'assurance médicaments et de soins dentaires. Le DPB a évalué le coût de la [proposition](#) du NPD en matière d'assurance médicaments avant les élections fédérales de 2021. Il a conclu qu'elle coûterait environ 11 G\$ (ou 0,4 % du PIB) par année et davantage une fois sa mise en œuvre terminée, soit au cours de l'EF24. Avec l'ajout de cette assurance aux mesures contenues dans le programme électoral du Parti libéral, le ratio de la dette par rapport au PIB fédéral demeurerait à peu près constant à environ 48,5 %. Mais lorsqu'on additionne le coût d'un régime national de soins dentaires, qui n'a pas été évalué par le DPB ni inclus dans la [plateforme électorale](#) du NPD en 2021, le ratio de la dette par rapport au PIB fédéral augmenterait graduellement, ce qui pourrait soulever des préoccupations quant à la viabilité financière à long terme. Et cela n'inclut aucune augmentation de l'indexation du Transfert canadien en matière de santé (TCS), à savoir le rythme annuel de croissance du TCS, qui est une demande de longue date des premiers ministres provinciaux.

- ▶ De plus, le gouvernement fédéral a accepté en janvier dernier de verser 40 G\$ en [indemnisation](#) aux familles autochtones pour le retrait historique de leurs enfants et le sous-financement des services. Toutefois, aucune directive n'a été donnée jusqu'à maintenant sur la façon dont le gouvernement fédéral distribuera ces fonds.
- ▶ Enfin, la guerre en Ukraine a exercé une pression supplémentaire sur tous les gouvernements occidentaux, y compris le Canada, pour qu'ils augmentent leurs dépenses militaires. Les pays de l'OTAN sont supposés consacrer au moins 2 % de leur PIB à la défense, mais la plupart dépensent en réalité beaucoup moins. Comblar l'écart dans les dépenses ne sera pas une mince tâche. Selon les [estimations](#) de l'OTAN pour 2021, le Canada devrait hausser ses dépenses militaires d'environ 50 % pour atteindre la cible de l'OTAN, ce qui gonflerait le déficit budgétaire fédéral d'environ 15 G\$ à 20 G\$, soit un peu moins de 1 % du PIB, et ce, chaque année.

Conclusion

Compte tenu des récents engagements en matière de dépenses, toute réduction à court terme du déficit fédéral découlant de l'amélioration des perspectives économiques actuelles pourrait être éphémère. Par conséquent, nous estimons que les risques liés à nos prévisions de base du ratio de la dette par rapport au PIB sont très biaisés à la hausse.

La question est de savoir s'il est possible de limiter les dépenses ou d'augmenter suffisamment les revenus pour empêcher le rythme de croissance de la dette fédérale de dépasser celui de l'économie. Si la dette progresse trop rapidement en raison de déficits importants et répétés, cela pourrait amener des questionnements sur la viabilité financière du gouvernement fédéral. L'inflation fait actuellement le gros du travail à cet égard, mais elle n'est pas non plus une solution durable. Cependant, comme il est maintenant peu probable qu'une autre élection ait lieu avant 2025, nous aurons amplement le temps de voir comment cette nouvelle politique budgétaire expansionniste se concrétisera.